



Lettre n° 254 du 18 septembre 2022

Au sommaire :

- **Mascarade moyenâgeuse... l'hommage mortuaire du vieux monde à sa reine, un monde à renverser**
Christine Héraud
- **Inflation, hausse des taux d'intérêts, menace de récession, offensive contre les salaires et les retraites... quand la finance et les États tentent de conjurer leur crise en la provoquant...** - *Daniel Minvielle*

Mascarade moyenâgeuse... l'hommage mortuaire du vieux monde à sa reine, un monde à renverser

Lundi auront lieu les fastueuses obsèques d'Elizabeth devant un parterre de chefs d'État du monde entier, point d'orgue d'un indécent, obséquieux et servile hommage rendu et orchestré depuis sa mort, le 8 septembre, par l'État anglais et les puissants de ce monde, relayé complaisamment par tous les médias. La succession interminable des cérémonies étalant le faste de la Monarchie anglaise se veut la démonstration de la ferveur populaire, comme si toute la population, des plus riches aux classes populaires, aux travailleur.se.s devait manifester du respect, se mettre à genoux devant cette institution d'un autre âge, symbole du pouvoir des classes privilégiées.

Le dernier service de la reine aux classes dominantes

De Macron à Poutine, tous les grands de ce monde, monarchistes, républicains, dictateurs ont rendu un salut unanime à « *une reine d'exception* », « *de vaillance* », une « *source d'inspiration* », à la fidélité d'une monarque qui, en 70 ans de règne, a servi sans faillir les intérêts de l'impérialisme anglais et des classes dominantes.

Tous ont eu les mêmes mots sincèrement admirateurs, subjugués par une telle célébrité, un tel faste, une telle richesse, exprimant une fidélité sans faille à la religion des classes dominantes, la propriété capitaliste dont cette femme qui a traversé les tempêtes, couvert tous leurs crimes, leurs sanglantes infamies, cette imposture sans limite, était le symbole.

En ces temps de crise sans issue de leur monde, elle leur donnait l'illusion nostalgique d'un pouvoir éternel et leur rend un dernier service en accomplissant son rôle, aliéner les travailleurs et le peuple aux intérêts des classes dominantes. Derrière elle se profile le vieux jeune roi, tout autant symbole de la décadence de ce monde corrompu et failli qu'elle l'a été de sa sanglante prospérité.

La plupart des politiciens de gauche, d'un côté et de l'autre de la frontière, subjugués par le pouvoir et tout aussi respectueux de l'ordre des classes dominantes ont cru bon d'apporter leur contribution pathétique à cette sinistre mascarade.

Il fallait s'éloigner des palais pour que s'exprime la haine envers cette famille royale et sa monarque dont la mort a été accueillie en Irlande par des scènes de liesse comme à Derry lors d'un concert, où le public populaire scandait « *fuck the Queen, fuck the Queen* », et l'indifférence dans les banlieues des villes ouvrières de Manchester ou Liverpool où l'on doit choisir aujourd'hui entre manger ou se chauffer.

En effet, Elizabeth était bien le symbole et l'instrument de la domination de l'impérialisme britannique, de son oppression sociale et coloniale contre les travailleur.se.s et les peuples, de ses crimes et de ses guerres. La Monarchie est le décorum de cette domination qui perdure, à laquelle la grande famille bourgeoise des Windsor participe directement, 5^{ème} fortune d'Angleterre de par son business, ses actions, centres commerciaux, entreprises et autres parcs d'éoliennes... elle n'en vit pas moins aux crochets de l'Etat et du contribuable britannique. Son parasitisme est un affront aux classes populaires et aux travailleurs britanniques qui subissent le choc d'une crise inédite, d'une régression sociale généralisée.

L'étonnante mise en scène internationale du deuil et des obsèques de la reine qui fait la une de tous les médias est l'écho tardif de la place qu'a occupée la bourgeoisie anglaise dans le développement et l'histoire du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme, symbolisé à ses débuts par une autre reine, la reine Victoria.

C'est l'hommage des maîtres du monde, petits et grands, y compris de ceux qui en ont été les victimes à cette monarchie passiste à laquelle ils sont finalement

redevables. Alors que son empire s'est effondré, que le capitalisme s'est mondialisé, malgré la décadence du capitalisme anglais, l'influence de la bourgeoisie anglaise perdure encore aujourd'hui à travers le Commonwealth, vestige finissant de la colonisation et de la domination impérialiste.

Le Commonwealth... perpétuer les privilèges de la bourgeoisie anglaise

C'est dans ce cadre de la monarchie constitutionnelle que s'est développé le capitalisme anglais et le puissant Empire britannique sur lequel « *le soleil ne se couchait jamais* » et qui a dominé le monde jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Construit sur l'oppression et l'exploitation forcée de la main d'œuvre des peuples sous le joug, de l'Inde à l'Afrique et le pillage des ressources, la couronne britannique en représentait et défendait les intérêts. Lorsque la reine Elisabeth arrive au pouvoir en 1952, l'Empire est sur le déclin, ébranlé par la vague révolutionnaire des peuples coloniaux. Elle présidera à la décolonisation, inéluctable, décolonisation brutale et sanglante qui avait commencé en Inde, livrée aux affrontements fratricides et aux rivalités ethniques et religieuses que l'impérialisme anglais avait lui-même exacerbés. La partition du pays en 1947 fut l'aboutissement de ce terrible drame qui aura fait près d'un demi-million de morts et provoqué l'exode de 10 à 15 millions d'Indiens. Elisabeth était commandante en chef honorifique de l'armée britannique lorsqu'elle écrasa en 1948 le soulèvement populaire communiste en Malaisie et, au Kenya, où la répression de la révolte du peuple Mau-Mau causa entre 1952 et 1956 près de 100 000 morts.

L'impérialisme anglais ne se résoudra à jeter l'éponge en Afrique qu'en 1960, contraint d'abandonner l'administration directe de ses colonies et perpétuera son influence et ses intérêts économiques à travers le Commonwealth, utilisant la grandeur passée de la Monarchie comme symbole d'unité et de continuité de son ex-empire. La Reine sillonnera le monde pour préserver cette « famille », comme elle l'appelait, qui permet à la bourgeoisie anglaise de garder des liens économiques privilégiés avec ses cinquante-six pays aujourd'hui souverains, dont une vingtaine de pays africains qui représentent au total 2,5 milliards d'habitants, un tiers de l'humanité.

La Reine, soutien indéfectible de tous les gouvernements qui ont mené la guerre de classe contre les travailleurs

La reine a été la caution de tous les gouvernements qui depuis les années 70 ont mené l'offensive libérale de la bourgeoisie contre les travailleurs, perpétuant l'odieux

mensonge de l'unité du Royaume alors que le monde du travail était attaqué de plein fouet, que Thatcher brisait la grève des mineurs, laminait les salaires et privatisait l'ensemble du pays.

Elle a couvert la dame de fer de l'ignominie de son silence quand cette dernière en 1981 laissait mourir le militant irlandais Bobby Sands et neuf de ses camarades des suites de leur grève de la faim engagée pour obtenir un statut de prisonnier politique. Ils combattaient pour l'indépendance de l'Irlande du Nord à qui le Royaume-Uni a imposé une occupation sanglante durant des décennies, quadrillant militairement les quartiers populaires catholiques, et qu'elle maintient toujours sous sa domination, refusant son rattachement à l'Irlande du sud. Le protocole imposait au nouveau roi de se rendre à Belfast recevoir l'hommage de ses indéfectibles partisans politiques unionistes, cynique cérémonie symbole de cet ordre colonial dépassé qui étouffe la volonté et opprime la majorité des habitants de l'Irlande du Nord et paralyse les travailleurs.

Pas d'union nationale avec le vieux monde, le nouveau monde appartient aux travailleurs et aux peuples

La mort de la reine survient en pleine crise économique, sociale et politique, avec une chute du niveau de vie la plus importante depuis la grande dépression et un mouvement puissant de grèves des travailleurs anglais pour leur pouvoir d'achat, leurs conditions de vie et de travail.

Alors que la lutte des classes s'exacerbe et que le gouvernement de Liz Truss est à l'offensive contre le monde du travail, au service des classes dominantes, l'archaïque protocole autour de la mort de la reine a mis le pays à l'arrêt, imposant à tous l'escroquerie de la réconciliation des classes qu'elle prétendait incarner. Jusqu'aux directions des syndicats anglais, intégrées à l'ordre social, respectueuses des puissants, qui ont accrédité le mensonge de l'union nationale en suspendant la grève des postiers et des cheminots, la principale fédération syndicale Trades Union Congress, saluant « *les nombreuses années de service dévoué au pays* » de la reine.

Les classes populaires n'ont rien à voir avec cette Monarchie moyenâgeuse, cette institution parasitaire pilier de la réaction avec son alliée, l'Église anglicane, qui n'a d'autre utilité que celle d'incarner le pouvoir des privilégiés, de dominer les esprits et les soumettre. En s'affranchissant de ce vieux fatras pour leur émancipation, les travailleurs et les peuples, en portant « *le linceul du vieux monde* » comme le dit le chant des Canuts, portent la modernité, l'avenir d'un monde libre de tous les privilèges, de toute exploitation, de toute domination et de soumission.

Christine Héraud

Inflation, hausse des taux d'intérêts, menace de récession, offensive contre les salaires et les retraites... quand la finance et les États tentent de conjurer leur crise en la provoquant...

Lundi 12, Macron a remis sur le tapis sa réforme des retraites, bloquée par les mobilisations de l'hiver 2019-2020 puis par la pandémie de covid. Nouveau contexte, nouveaux arguments : il faut trouver de l'argent pour financer la transition écologique, les services de santé, l'éducation ... Mais même cynisme et mêmes mensonges qu'il nous sert avec son « CNR », opération d'enfumage qui tente d'associer les organisations qui veulent bien s'y prêter, ONG, associations ou syndicats comme la CFDT, à la mise en œuvre d'une nouvelle série de mesures de régression sociale.

Ces discours sont d'autant plus insupportables que tout dans la situation actuelle, sur les plans économique, financier, écologique, sanitaire, social, géopolitique, confirme la déroute du capitalisme financier mondialisé. Déroute face à laquelle les États et des grandes institutions monétaires, les banques centrales, n'ont d'autre politique que de l'aggraver pour tenter de la maîtriser !

C'est ouvertement et délibérément ce que vient de faire la Banque centrale européenne en augmentant, le 8 septembre, ses taux directeurs de 0,75 %, « *une mesure choc, quasi inédite, qui va accélérer la récession dans la zone euro* » écrivait *Le Monde*. Ils font, titraient *Les Echos*, « *Le choix de la récession* ».

Plus globalement, la FED menant la même politique – elle a déjà procédé deux fois à une hausse de 0,75 % et se prépare à une troisième -, c'est une récession planétaire que les « 1 % » et leurs valets politiques et économiques préparent dans le but de sauver leurs profits et leur domination. Et cela quel qu'en soit le prix à payer en termes de dégradation des conditions de vie et de travail du plus grand nombre... et d'amplification de leur crise.

L'inflation planétaire, la hausse des prix, un énorme transfert de richesses pour sauver les profits et les bourses

Contrairement aux oracles économiques et politiques qui prétendaient voir dans l'escalade des prix un phénomène temporaire, conséquence des désorganisations créées par la pandémie puis par la guerre, l'inflation perdure et s'aggrave.

L'Insee publiait jeudi ses chiffres pour le mois d'août. En France, les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % sur le mois, de 5,9 % sur un an. Cette hausse annuelle moyenne se répartit ainsi : + 7,9 % pour l'alimentation ; + 22,7 % pour l'énergie ; + 15,3 % pour les transports. Au niveau de la zone euro, en juillet, l'inflation sur un an s'élevait à 8,9 %, avec des disparités importantes entre les pays, pouvant aller jusqu'à plus de 20 % en Lituanie, Lettonie, Estonie. Et si c'est ici que le taux d'inflation est le plus bas d'Europe, c'est simplement grâce au « bouclier

tarifaire » mis en place par le gouvernement sur les prix de l'énergie dans l'espoir d'éviter un remake de la révolte des gilets jaunes.

Aux USA, en août, l'inflation sur un an s'élevait à 8,3 %, un peu moins qu'en juillet (8,5 %). Mais cette baisse résulte de celle du prix du pétrole et masque une hausse beaucoup plus importante sur l'alimentation (+ 11,4 % sur un an) ainsi que sur les biens et services hors énergie et alimentation (+ 6,3 % sur un an, contre + 5,9 % en juillet). Quant à la hausse annuelle des prix sur le logement, elle est passée de 5,7 % en juillet à 6,2 % en août. La publication de ces chiffres, mercredi, a fait l'effet d'une douche froide, entraînant une chute brutale de Wall Street et dans la foulée, celle des Bourses européennes.

On nous explique en boucle que cette hausse incontrôlable des prix serait due à des circonstances malheureuses et imprévisibles - la covid puis la guerre -, ainsi qu'au jeu inéluctable de la loi de l'offre et de la demande. L'offre étant limitée par la guerre, la tension des relations internationales, les désorganisations créées par la pandémie de covid encore non résorbées, etc., la demande ne peut être satisfaite, ce qui se traduit « naturellement » par une augmentation des prix...

En réalité, c'est la loi de la prédation maximum qui prévaut. Alors que l'économie stagne, les profits gigantesques réalisés en quelques mois par les multinationales du pétrole, les grandes compagnies maritimes mais aussi les grands « investisseurs » qui spéculent sur les marchés des matières premières minières, agricoles et des énergies sont la preuve sonnante et trébuchante de l'aubaine que constituent pour eux ces « pénuries », réelles ou organisées.

CMA-CGM, Engie et TotalEnergies en sont une illustration éclatante. La compagnie de transport maritime CMA-CGM a réalisé 14,8 milliards d'euros de profits au 1er semestre 2022, presque autant, malgré l'envolée des coûts de l'énergie, que sur toute l'année 2021. Engie a encaissé 5 milliards d'euros de résultat net pour le 1^{er} semestre 2022, contre 2,3 milliards un an plus tôt. TotalEnergies a empoché 4,9 milliards d'euros de résultat net pour le 1^{er} semestre 2022, pour 3,34 au cours de la même période en 2021. Avec une mention spéciale pour sa filiale gabonaise, TotalEnergies Gabon, détenue à 58 % par la maison mère, 25 % par la République du Gabon, divers autres investisseurs se partageant les 17 % restants. Son conseil d'administration vient en effet d'annoncer que « *compte tenu de la solidité du bilan de la société et de la trésorerie disponible* », il proposerait à la prochaine assemblée des actionnaires la distribution d'un dividende de 55,56 dollars par action, pour un total de 250 millions de dollars. C'est une augmentation de plus de 233 % par rapport aux

dividendes versés en 2021 (16,67 dollars par action). Un tel dividende, ramené au cours de l'action - 190 euros au moment de l'annonce - correspond à un rendement de quelques 30 %. Rien d'étonnant à ce que, après cette annonce, le cours de l'action se soit envolé !

Tout le monde comprend bien que ces « superprofits » ne tombent pas du ciel, pas plus qu'ils ne sont dus à un quelconque génie des affaires de dirigeants qui navigueraient mieux que d'autres dans le chaos ambiant. Ils se révèlent être le produit d'un gigantesque drainage des richesses produites par le monde du travail vers les coffres des grands investisseurs des marchés des matières premières minières et agricoles, des compagnies pétrolières et gazières, des grandes compagnies de logistique, des sommets de la finance.

Voir ces milliards s'accumuler entre quelques mains tandis que la grande majorité de la population subit de plein fouet l'enchérissement brutal du coût de la vie ne peut que semer la révolte sociale. C'est ce qui pousse le gouvernement français à faire quelques gestes, comme le prolongement du « *bouclier tarifaire* » à 2023 que vient d'annoncer Borne. Mais derrière le discours, c'est bien à une hausse de 15 % du prix du gaz début janvier, de l'électricité début février, qu'elle nous demande de nous préparer...

La présidente de la commission européenne, Ursula von der Leyen, a quant à elle proposé mercredi la création d'une taxe européenne sur les grandes entreprises dans le but de stopper la croissance du prix des énergies, taxe qui pourrait rapporter 140 milliards d'euros. Elle a aussi lancé une réforme du marché européen de l'électricité qui avait été libéralisé par la commission européenne fin des années 1990 et dont il s'agirait, pour le pouvoir politique, de reprendre le contrôle. Cette réforme serait devenue « *inévitabile* », selon le libéral *Les Echos* qui découvre, devant l'envolée totalement irrationnelle du prix de l'électricité, que « *la libre concurrence et le mécanisme actuel de fixation du prix ne permettent pas de garantir un accès à ce bien de première nécessité et d'assurer un approvisionnement suffisant des États sur le long terme* » ...

De telles mesures, si elles aboutissent, visent surtout à éviter une récession trop brutale tout particulièrement en Allemagne. Elles ne règlent bien évidemment en rien la question de fond : c'est l'ensemble de l'économie, dans tous ses rouages, qu'il faut débarrasser de la soumission aux marchés financiers, c'est-à-dire du capitalisme qui l'entraîne dans sa faillite.

Le système ne peut se maintenir qu'au prix d'une régression sociale généralisée et d'une catastrophe écologique

Contrairement à ce que peuvent dire gouvernements, économistes et médias aux ordres, la pandémie de covid et la guerre en Ukraine ne sont pas les causes de l'état de la société et de ses évolutions calamiteuses. Elles en sont et les conséquences et des facteurs aggravants. Le mode de production capitaliste, mondialisé et financia-

risé était engagé dans une crise globale bien avant le déclenchement de la pandémie de covid 19, produit des destructions de l'environnement dont le capitalisme est le premier responsable. La guerre en Ukraine est venue se greffer sur ce contexte. Conséquence dramatique de l'exacerbation de la concurrence internationale, des remaniements des rapports de force internationaux qui en résultent, elle contribue en retour à accentuer la crise.

La période que nous vivons s'inscrit dans le prolongement de la crise de 2007-2008 qui a marqué la fin de la mondialisation libérale commencée au début des années 1980. Une trentaine d'années d'accumulation sans précédents du capital, fondée sur l'exploitation de la main d'œuvre bon marché des pays pauvres et la guerre de classe menée contre la classe ouvrière des pays riches, se fracassait dans une crise mondiale et globale, boursière, financière, économique, de la dette... Le système financier privé, au bord d'une banqueroute générale, était sauvé par les Etats qui s'endettaient massivement. Puis les banques centrales prenaient le relais, mettant la finance sous perfusion par le biais d'un double mécanisme : une politique de taux directeurs très bas, voire négatifs, grâce à quoi les banques peuvent se financer à très bas coût ; et un rachat massif de la dette d'Etat et de grandes entreprises dont les banques veulent se débarrasser. Ces milliers de milliards d'argent gratuit distribués au système financier privé devaient, selon les discours officiels, encourager les investissements productifs. Mais le système de production, confronté à une tendance chronique à la baisse de la productivité, était bien incapable d'offrir à ces masses de capitaux des terrains d'investissement suffisamment attractifs, et ces derniers se sont engouffrés dans la spéculation à la Bourse, sur les marchés financiers, dans « l'industrie de la dette ». Si bien qu'une double menace planait déjà avant le déclenchement du covid sur le système financier international, celle d'un krach boursier comme d'une nouvelle crise de la dette, à des niveaux bien supérieurs à ceux des années 2007-2010.

La politique du « *quoi qu'il en coûte* » pratiquée à tout va pour garantir les profits et la survie des grandes entreprises face aux conséquences de la pandémie n'a fait qu'aggraver les choses.

A cela vient s'ajouter aujourd'hui la multiplication des dépenses consacrées à l'armement. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a marqué le début d'une militarisation à marche forcée, une manne pour les actionnaires des usines d'armement, une des bonnes vieilles méthodes par lesquelles les Etats viennent au secours des « investisseurs » privés. Cette course à l'armement est en prise directe avec l'exacerbation des guerres commerciales que se livrent les multinationales par Etats interposés et qui portent en germe celles de nouveaux affrontements guerriers, comme en Ukraine.

Face au nombre de voyants passés au rouge, les *Echos* voyaient récemment « *l'économie mondiale au bord du précipice* ». Cela signifie entre autres que pour maintenir leurs profits et leur domination, les classes dominantes

et les Etats n'ont pas d'autre solution que d'accentuer l'exploitation des travailleurs, arracher toujours plus de plus-value absolue. C'est cette tâche que poursuit Macron, avec, entre autres, ses offensives sur l'assurance chômage et les retraites. Et tandis que la régression sociale se généralise, toutes les prétendues mesures que les classes dominantes et les gouvernements disaient avoir prises pour stopper la crise climatique passent aux oubliettes. En particulier, face aux perturbations de la production d'électricité, certaines centrales thermiques, y compris à charbon, sont remises en route, au mépris des conséquences sur l'environnement. Conséquences dont on peut mesurer la gravité, avec les méga-incendies, la canicule, les inondations au Pakistan qui ont fait plus de 1300 victimes...

De la stagflation à la récession... anticipée ou provoquée

Si l'inflation est pour la bourgeoisie un énorme transfert de richesses, elle est aussi un facteur d'instabilité. Elle vient s'ajouter aux facteurs de désorganisation et de récession de l'économie déjà présents auparavant. Elle est aussi un puissant facteur de destruction du « compromis social » qui permet à la bourgeoisie de maintenir sa domination de classe. La hausse du coût de la vie qui résulte de la transmission en cascade tout au long des chaînes de production des hausses des matières premières et de l'énergie se traduit par une montée des revendications sociales et des mobilisations, à l'instar du grand mouvement de grève pour les salaires en Grande Bretagne. La bourgeoisie craint bien sûr de devoir céder sur les salaires. Mais ce qu'elle craint surtout, c'est le fait que ces regroupements de travailleurs qui se constituent autour des revendications sociales alors que les véritables raisons de la dégradation de leurs conditions de vie se révèlent au grand jour portent en germe la contestation du système dans son ensemble.

Mais la politique actuelle des banques centrales pour lutter contre l'inflation planétaire d'aujourd'hui obéit à des préoccupations d'une autre nature. Avec l'inflation et alors que l'économie stagne, la bourgeoisie est confrontée à une explosion de la masse de capitaux qui se précipitent dans une spéculation financière effrénée qui conduit tout droit au krach. En augmentant leurs taux directeurs, les banques centrales espèrent limiter la croissance des capitaux en circulation, freiner cette fuite en avant vers le krach, contenir les faillites d'entreprises en les limitant, autant que faire se peut, à celles qui sont les moins viables du point de vue capitaliste, les entreprises zombies qui ne se maintiennent en vie que grâce au crédit bon marché. Chaque resserrement de la politique monétaire contribue aussi, par les mini krachs boursiers qu'elles provoquent, à dégonfler un peu les bulles spéculatives boursières, réduisant d'autant la puissance destructrice qui couve. A défaut d'autre solution, les banques centrales ont choisi de tenter un « soft landing », un atterrissage en douceur dans l'espoir d'éviter le hard landing, un effondrement financier et économique.

Christine Lagarde, en annonçant, jeudi 8, la hausse de 0,75 %, a dit sa « détermination » à ramener l'inflation à 2 %, ajoutant que d'autres augmentations des taux sont envisagées lors des réunions suivantes. C'est du baratin.

Cette augmentation va nécessairement se traduire par une augmentation des taux auxquels les entreprises et les particuliers pourront emprunter de l'argent. Un crédit plus cher pour les entreprises se traduira par une hausse des coûts de production, donc des marchandises. Cela alors que pour les particuliers, il sera plus difficile d'obtenir des crédits. Loin de baisser le taux d'inflation, ces mesures vont au contraire l'accentuer. Elles vont également contribuer à accentuer la récession, du fait même que l'augmentation des prix des biens et des services alors que les salaires ne suivront pas, se traduira nécessairement par un ralentissement de la consommation. Et dans la mesure où le dollar est la principale monnaie des échanges internationaux - l'euro dans une moindre mesure -, cette augmentation des taux se répercutera à l'ensemble de l'économie mondiale. Le directeur de la Banque mondiale commente : « *La croissance mondiale ralentit fortement, et un ralentissement supplémentaire est probable à mesure que davantage de pays entrent en récession. Ma profonde inquiétude est que ces tendances se maintiennent, avec des conséquences durables, dévastatrices pour les populations des marchés émergents et des économies en développement* ».

En décidant d'augmenter leurs taux, les banques centrales ont fait le choix de provoquer une récession planétaire en espérant que cela permettra d'éviter un épisode de la crise plus violent... pour les classes dominantes. Une récession dont le coût sera supporté par les travailleurs et les peuples, plutôt qu'un krach financier qui serait aussi payée par le capital !

Cette « planification » capitaliste de la régression sociale nourrit à son tour le militarisme et la catastrophe écologique, manifestation du cercle vicieux et destructeur duquel le mode de production capitaliste en faillite est incapable de sortir.

Se protéger de la régression sociale et écologique, c'est contester radicalement leur système de production

Les différentes composantes de la Nupes sauf le PCF ainsi que de diverses autres organisations associatives et politiques sans pour l'instant la CGT, la FSU, et Solidaires, appellent à une « *grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique* », le 16 octobre. Selon les organisateurs, cette « *initiative nationale s'inscrira dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et associations dont les journées nationales d'action des 22 [dans la Santé, à l'appel de la CGT] et 29 septembre [grève pour les salaires, à l'appel de la CGT, FSU et Solidaires] et la mobilisation pour le climat du 23 septembre* ». Si bien sûr cet appel à manifester contre la vie chère rencontrera la sympathie du monde du travail, il est nécessaire de discuter de ses objectifs comme d'ailleurs de celui de la journée du 29. Le

cortège portera diverses mesures inscrites au programme de la Nupes lors des législatives : hausse des salaires, blocage des prix de l'énergie et des produits de première nécessité, taxe sur les superprofits, investissement massif pour une « bifurcation écologique », retraite à 60 ans...

Mais ces exigences, aussi légitimes et urgentes soient-elles, se heurtent de plein fouet aux intérêts immédiats des classes dominantes, à la détermination d'un Etat dont la politique est à l'exact opposé, l'organisation de la régression sociale. L'ampleur de la crise historique du capitalisme telle qu'elle se manifeste de plus en plus violemment rend impossible, y compris à court terme, toute politique réformiste, aussi bien sur le plan politique que syndical. La paralysie des organisations syndicales en témoigne. Elles sont tétanisées à la simple idée d'un affrontement avec le patronat et l'État dont elles se limitent à accompagner la politique, au mieux de tenter de l'infléchir sans succès. Toutes luttes sérieuses de la classe des salariés pour se protéger des conséquences dramatiques de la politique des classes dominantes tant contre la vie chère que le chômage ou la ruine des services publics, implique un affrontement avec l'État. C'est une bataille politique qui se combine avec la lutte pour la démocratie et imposer le contrôle du monde du travail sur les mul-

tionales, sur la marche de la société tant au niveau des lieux de travail que d'habitation, le contrôle sur les banques et le crédit. Elle pose nécessairement la question du pouvoir pour en finir avec la domination du capital et des capitalistes et révolutionner l'ensemble du mode de production par l'abolition de la propriété et la planification démocratique.

Cette perspective peut sembler utopique, abstraite, loin des préoccupations de la grande majorité du monde du travail mais la logique même de l'évolution des rapports de classes au niveau social comme politique y conduit. La défendre n'est en rien une politique ultimatisée. Les révolutionnaires participent à toutes les mobilisations de leur classe mais sans mettre leur drapeau dans leur poche, en militant pour l'intervention directe des travailleurs pour décider de leur politique, diriger leur lutte sans s'en remettre aux appareils syndicaux ou politiques. A travers la préparation des mobilisations en particulier de la journée du 29 septembre nous travaillons à encourager les travailleurs à s'emparer des initiatives des directions syndicales pour défendre leur propre politique de classe en toute indépendance des politiques institutionnelles.

Daniel Minvielle